



Chères camarades,
Chers camarades,

Au stade de la préparation du Congrès, alors que les débats se déroulent dans les Fédérations depuis une semaine, les informations qui nous parviennent attestent une mobilisation des camarades toute relative. Certes, nous sommes à plus de trois semaines encore du vote. Toutefois, il semblerait que nombreux soient ceux qui marquent une distance, à tout le moins, avec ce que mettent en avant les médias dans la période, la confrontation, déjà, des candidates-s, au leadership. A cela, il convient de ne pas minimiser l'effet délétère suscité par l'épisode rochelais dans l'esprit des militants. Ces remarques viennent, s'il le fallait, apporter a posteriori, des arguments à la démarche de « Besoin de Gauche » : un large rassemblement des tenants d'une ligne réformiste cohérente, le refus d'une « présidentialisation » du parti.

Bref, les débats ne pèsent pas comme il le faudrait dans ce que l'on retient de la préparation de ce Congrès, lourdement surplombés par les évolutions rapides et graves de la crise financière et ses implications profondes et durables sur l'économie réelle, l'activité et l'emploi.

Pourtant, l'enjeu du Congrès s'avère plus encore déterminant du fait du développement de cette crise de portée historique. La nécessité d'une gauche renouvelée, à la hauteur des défis immenses à relever, capable d'offrir une alternative crédible et audacieuse, s'impose avec une urgence accrue. A l'évidence, les échanges à partir des motions en lice doivent intégrer cette donnée des dérives du libéralisme financier, les inscrire comme un facteur consubstantiel de la crise sociale mais pour mieux affirmer, dans les mesures à prendre, l'exigence absolue d'une régulation et d'une réglementation mondiales, d'une coordination étroite et de solutions communes au sein de l'Union Européenne, comme le Premier secrétaire sortant l'a souligné dans sa récente déclaration à l'Assemblée Nationale.

Résolument, nous devons tourner le dos à toute concession au protectionnisme et au repli. C'est la première crise planétaire de la globalisation libérale qu'il faut en tant que partisans d'un interventionnisme public, traiter à cette échelle.

Nous n'avons aucune faiblesse à témoigner vis-à-vis des textes qui se réclament de la gauche de notre parti. Soyons donc nous-mêmes, en fondant notre discours sur les thématiques développées par la motion que nous soutenons et qui, de ce point de vue, empruntent beaucoup à celles que nous mettions en exergue dans notre contribution tant au plan d'un nouveau mode de développement social et écologique, d'un Etat de prévention que de la volonté européenne.

D'ailleurs, notre place dans la motion est pleinement acceptée, et d'abord par Bertrand Delanoë lui-même, que ce soit au titre des mandataires ou des prises de parole dans les assemblées fédérales. Nous participons en toute légitimité, aux réunions du comité de la motion et aux travaux des équipes d'organisation qui lui sont rattachées. Pierre Moscovici s'exprimera à plusieurs reprises dans cette campagne interne aux côtés de Bertrand Delanoë à Clermont-Ferrand, à Aubervilliers, etc....

Aussi, en regard du choix que nous avons fait, il faut travailler en faveur du meilleur score possible de la motion A, afin qu'elle constitue ce pôle central de stabilité à partir duquel s'établira une majorité cohérente. Imaginons, dans le contexte, les conséquences d'une dispersion des votes et d'une difficulté majeure à créer cette indispensable dynamique pour l'après-Congrès !

Sensibilisons ainsi celles et ceux susceptibles de porter une ligne social-démocrate parfaitement assumée, en leur faisant valoir le caractère décisif de ce Congrès pour les années à venir, surtout et d'autant plus dans les circonstances exceptionnelles qui ne font que commencer à marquer la période, de façon à dégager clairement une démarche, une stratégie sinon un leadership.

Nous l'avons souligné dans le cadre de notre contribution: le Congrès de Reims doit être avant tout un congrès de la méthode: remettre en mouvement notre parti sur la base d'une confirmation au fond. La motion reprend cette priorité primordiale au travers d'un programme de conventions qui nous va bien, d'une remise en responsabilité des instances nationales et des différents niveaux de pouvoir au sein du P.S qui répond à notre attente. **Raison de plus pour que notre sensibilité « Besoin de Gauche » exprime véritablement la rénovation au sein de cette motion, dès à présent et pour demain, et continue d'exister comme un réseau de pensée et d'action en toute transparence et loyauté.** Pierre Moscovici a toujours fait savoir à Bertrand Delanoë qu'il ne s'agissait pas pour lui, en notre nom à tous, de remiser les idées qu'il avait défendues jusqu'alors, bien au contraire. Cette première lettre d'information, ouverte à vous toutes et à vous tous, témoigne de cette résolution.

Amitiés socialistes,

Jean-Paul Planchou



DEPLACEMENTS de Pierre MOSCOVICI

15 octobre : Montpellier

16 octobre : Montbéliard

17 octobre : Lyon

18 octobre : Strasbourg

20 octobre : Pas de Calais

21 octobre : Brest

24 octobre : Nancy

27 octobre : Boulogne

28 octobre : Aubervilliers avec Bertrand DELANOE

3 novembre : Mérignac

Un contrat politique pour moderniser le PS et transformer la gauche

La lettre : Pourquoi soutiens-tu la motion « Clarté, courage, créativité » ?

Pierre Moscovici : Mon adhésion à la motion conduite par Bertrand Delanoë est une adhésion raisonnée et libre. On sait, et je ne m'en suis jamais caché, que j'aurais préféré proposer ma propre motion aux militants. Mais le parti et le congrès ont aussi leurs réalités, dont il faut tenir compte. La motion A me semble la plus cohérente : clairement réformiste, clairement à vocation majoritaire, pleinement européenne, elle présente aussi le bon équilibre entre des gens d'expérience et des hommes et des femmes de renouveau. Nous avons besoin des deux pour moderniser le Parti socialiste.

La lettre : quels sont les points de la motion qui te tiennent le plus à cœur ?

Pierre Moscovici : La motion indique clairement qu'il ne faut pas confondre les échéances, et ne pas mélanger le choix du premier secrétaire et le choix de notre candidat à la présidentielle de 2012. D'ailleurs, à ma demande, une convention spécifique sera consacrée aux modalités de choix de notre candidat à la fonction suprême. Je demeure pour ma part clairement favorable à l'idée de primaires ouvertes en 2011. La motion est aussi la seule qui présente avec autant de rigueur un vrai programme de travail pour le Parti socialiste. J'en suis d'autant plus heureux que c'est sur ma proposition que ce programme a été repris. Nous souhaitons organiser sept conventions thématiques, qui permettront de trancher les grands débats de l'avenir. C'est la première priorité pour notre parti. La motion A est aussi celle qui assume le plus clairement l'option réformiste, que la crise financière rend plus nécessaire que jamais. Elle ne transige pas avec l'engagement européen, auquel je suis passionnément attaché. Enfin, elle a pour elle le respect du vote des militants, sur lequel certains se sont allègrement assis ces dernières années.

La lettre : Trouves-tu toute ta place dans cette motion ?

Pierre Moscovici : Oui. La jonction avec les amis de Bertrand Delanoë s'est bien faite. C'est le cas dans les fédérations, où nos mandataires travaillent ensemble quotidiennement. C'est le cas aussi dans les réunions de travail à Paris. Lundi dernier, j'étais en déplacement avec Bertrand Delanoë à Clermont-Ferrand, et le 28, nous nous rendrons ensemble à Aubervilliers. Je mouille ma chemise pour que notre motion l'emporte, et largement. Ce congrès est essentiel, et nous avons une responsabilité historique: rendre sa voix à la gauche pour qu'elle montre de nouveau la voie aux Français. A nous de réussir le congrès et de sortir, enfin, de l'indécision et de la confusion!

Quelques considérations sur la crise financière

Il ne s'agit pas au travers de ces lignes, de procéder à une chronologie explicative et à un diagnostic approfondi de la crise financière et de ses conséquences prévisibles, mais de tirer quelques enseignements – parmi d'autres – de l'amplification et de l'accélération de cette débâcle historique.

Il convient, cependant, de rappeler d'emblée l'origine de cette crise américaine au mois d'août 2007 : il s'agit de crédits hypothécaires (les fameuses « subprimes ») accordés à des emprunteurs en tout ou partie insolubles dès lors qu'il y aurait retournement des marchés de l'immobilier. Ces crédits ont fait l'objet par les établissements prêteurs d'une titrisation (c'est à dire d'une mutualisation des risques) incontrôlée. Ainsi, des établissements bancaires ou financiers ont acquis ces titres "titrisés" et les ont eux-mêmes, à leur tour, reconstitués pour se refinancer créant une chaîne de titres « avariés » et aboutissant à un fantastique volume de titres « pollués » aux USA et de par le monde. C'est la méconnaissance de la nature des actifs par les établissements qui conduit à une inexorable défiance des marchés.

❶ Le premier constat à tirer qui n'a guère été développé, c'est que ces crédits à des clients insolubles ne sont que le contrepoint d'une masse salariale très contrainte aux USA dans la période. N'oublions pas que la croissance américaine a essentiellement bénéficié aux revenus des 1% les plus privilégiés de la population américaine depuis le premier mandat de Bush et que, globalement, la grande masse des salariés a vu son pouvoir d'achat stagner, et même pour les plus modestes régresser ! L'invivité financière, non régulée, a été le paravent de la crise sociale.

❷ Le plan Paulson d'acquisition publique de ces titres « pourris » s'avère insuffisant et tardif. Il est apparu surtout au peuple américain comme le sauvetage prioritaire de « Wall Street » dès lors qu'il ne résout pas la situation des emprunteurs insolubles. Il eut certainement fallu, plus tôt et résolument, intervenir à ce niveau en comblant, pour tout ou partie, la différence entre le coût des emprunts et la dévalorisation des biens immobiliers. Même si cette solution aurait été plus coûteuse (largement plus de 1.000 mds \$), elle représentait sans doute la seule, au printemps dernier, qui aurait maîtrisé la défiance des marchés. Le plan Paulson reflète, en fait, la réaction dans l'effolement d'un pouvoir d'inspiration libérale privilégiant le sauvetage des établissements fautifs aux dépens des intérêts populaires.

Il n'y a que trois modes d'intervention: garantir les actifs, neutraliser les produits « pollués » dans un fonds approprié, recapitaliser les banques et leur assurer le financement. Pour bien faire, et en fonction des situations, il faudrait pouvoir amalgamer ces trois modes d'action. Toutefois, en tant que socialistes, c'est la garantie des actifs (épargne et emprunts) qui doit être priorisée.

❸ Plus la crise s'approfondit, plus elle crée de l'incertitude et plus les effets sur l'économie réelle seront prégnants. En réalité, il ne peut y avoir de solution solide qu'à l'échelle d'une réglementation et d'une régulation mondiale et pour nous, aussi, à l'échelle européenne. Les décisions prises, en ce dimanche soir, dans le cadre de l'Eurogroupe, sont de ce point de vue les premières sérieuses et à la hauteur de l'enjeu. En tout cas, comme la période en a témoigné depuis de longues semaines, tout atterroissement, tout signe d'action purement nationale, déconnectée d'un plan commun, sont voués à l'échec par des marchés fébriles et irrationnels.

④ A l'avenir, il ne faut pas jeter le bébé de la Finance avec l'eau du bain des dérives du libéralisme. La croissance de l'économie réelle, dans un cadre globalisé, a besoin d'une inventivité financière à son service. Ne vouons pas aux gémonies, d'un revers de main, toute l'économie financière. Elle peut être créatrice de valeur ajoutée et d'emplois. Il y a une bonne finance qui se doit de répondre aux besoins de l'économie, qu'il faut réglementer, afin de réduire au maximum le jeu pervers des bulles (puis, un jour, des pertes) qui s'autoalimentent et nourrissent les profits sans lien avec la création de richesses réelles pour le grand nombre. L'activité financière représente aujourd'hui 8% du PIB des pays de l'OCDE, il serait plus raisonnable qu'elle n'en constitue que 6%.

⑤ Et concrètement, que faire ?

Il faut, bien sûr, répondre à l'urgence, en rachetant les actifs "toxiques", en recapitalisant les banques (que ce soit par le biais de prises de participation ou de nationalisations temporaires), en renégociant les prêts des particuliers, et en garantissant les dépôts jusqu'à 100% de manière temporaire. Les banques centrales ont un rôle crucial à jouer: continuer à injecter des liquidités, et baisser les taux.

Il faut, ensuite, prévoir des mesures à moyen terme :

- *Renforcer la supervision des marchés financiers et mieux contrôler les agences de notation;*
- *Renforcer les contraintes prudentielles des établissements financiers;*
- *Créer un collège des représentants des régulateurs européens pour créer une vraie approche commune en Europe et amorcer ainsi ce qui pourrait devenir, à terme, une vraie autorité européenne de régulation des marchés financiers. Car, ici comme ailleurs, la bonne échelle d'action, c'est évidemment l'Europe!*

Et puis, il y a des mesures macroéconomiques structurantes à mettre en place sur le long terme:

- *Assurer une plus grande normalisation des normes comptables au niveau international;*
- *Initier un nouveau "Bretton Woods" pour une nouvelle politique des changes ;*
- *Renforcer le rôle de supervision du Fonds monétaire international.*

Nous renvoyons aussi aux propositions présentées à l'Assemblée Nationale par François Hollande. Depuis longtemps, en effet, le PS n'avait été aussi clairement force de proposition. Même si, dans des circonstances aussi tendues, et dans l'opposition, nous ne sommes guère audibles. Regrettons simplement qu'un débat autour de la crise n'ait pas fait l'objet d'un débat en Conseil National extraordinaire en invitant divers experts. Voilà ce qu'il faudra changer à l'avenir dans notre fonctionnement.